



Balkanologie

Revue d'études pluridisciplinaires

Vol. VI, n° 1-2 | 2002

Volume VI Numéro 1-2

Contentieux micro-territoriaux dans les Balkans, XIX^e-XXI^e siècles

Bernard Lory



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/1612>

ISSN : 1965-0582

Éditeur

Association française d'études sur les Balkans (Afebalk)

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2002

Pagination : 9-14

ISSN : 1279-7952

Référence électronique

Bernard Lory, « Contentieux micro-territoriaux dans les Balkans, XIX^e-XXI^e siècles », *Balkanologie* [En ligne], Vol. VI, n° 1-2 | décembre 2002, mis en ligne le 04 février 2009, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/1612>

CONTENTIEUX MICRO-TERRITORIAUX DANS LES BALKANS, XIX^e-XXI^e SIECLES

*Bernard Lory**

Dans l'image négative qu'ont les Balkans aux yeux du reste du monde, les conflits territoriaux occupent une place de choix. L'apprentissage de la balkanologie inclut la longue liste des provinces contestées : Thrace, Dobroudja, Banat, Carinthie, Macédoine, Epire, etc. ; celui des grandes "braderies" territoriales : traités de Berlin, de Bucarest, de Neuilly/Saint-Germain/Trianon, etc ; l'examen de cartes, afin de repérer le Sandjak de Novi Pazar, la ligne Midia-Enos, les cours du Prut ou du Dniestr, etc. Après cette mise en place des enjeux territoriaux majeurs dans les Balkans, on découvre un second registre de conflictualité. On apprend l'existence du Prekmurje et du Medjimurje, des îles de Vis et de Lastovo, de celles d'Imroz et Bozca adası, du saillant de Strumica, etc. Ces enjeux locaux apparaissent dans les présentations plus détaillées. Ils viennent comme un complément aux grandes disputes régionales. Dans un troisième temps, le curieux qui se penche sur les textes de traités et plus encore sur les compte-rendus des séances de négociations, découvre, non sans surprise, qu'il y est aussi question de lieux tout à fait insignifiants, d'îlots, de rochers, de villages perdus et de monastères isolés, dont la localisation sur une carte moderne peut s'avérer très difficile. Ces questions marginales occupent souvent une place considérable dans la documentation. On est même surpris de leur écho auprès des opinions publiques à certains moments.

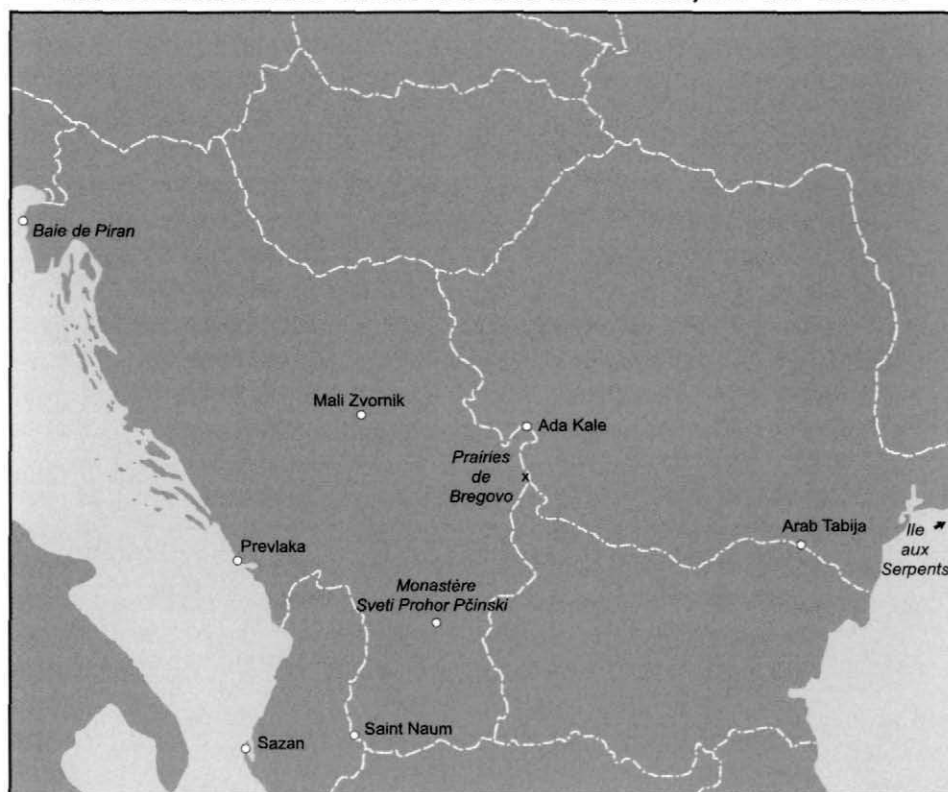
Nous proposons donc ici une classification des conflits territoriaux dans les Balkans en trois catégories : conflits macro-, méso- et micro-territoriaux. Les premiers sont de l'ordre de la province et se chiffrent en milliers de kilomètres carrés et en centaines de milliers d'habitants ; les seconds sont de l'ordre du canton et se chiffrent en centaines de kilomètres carrés et en dizaines de milliers d'habitants. Les conflits micro-territoriaux qui nous intéressent ici

* Maître de conférences à l'INALCO.

peuvent se définir comme suit : des contentieux territoriaux concernant de très faibles superficies, une dizaine de kilomètres carrés tout au plus, souvent moins d'un kilomètre carré ; des contentieux territoriaux concernant une population minime, quelques milliers d'individus au plus, et, dans bien des cas, une population nulle. Ce deuxième critère, concernant la population, nous conduit à écarter les problèmes de délimitation en milieu urbain, qui constituent un cas de figure propre. Nous écartons de ce fait la cession de Parga à l'Empire ottoman par la Grande-Bretagne, les litiges italo-yougoslaves à propos de Zadar et de Rijeka/Sušak, le « Triangle de Zemun » que le Troisième Reich retranscha à l'État croate indépendant, l'attribution des quartiers de Dobrinja I et IV lors des accords de Dayton.

Quel intérêt ces litiges minuscules présentent-ils ? A quoi bon s'intéresser à de telles broutilles ? Pour anecdotiques qu'ils soient, ils éclairent avec netteté certains aspects de la conflictualité territoriale. L'absence totale, ou la présence négligeable de population a un effet majeur dans ces contentieux. Elle exclut de recourir à l'argument ethnique pour justifier la possession de tel ou tel territoire. Or l'argument ethnique est roi dans tous les conflits territoriaux des Balkans. Elle disqualifie également l'argument économique, que les Balkaniques font volontiers jouer quand ils présentent leurs revendications sur une scène internationale (comme si l'économie, étant plus froide et objective, devait mieux convaincre les Grandes Puissances, que des arguments ethniques, trop émotionnels). Dans le cas d'îles, cependant, le droit maritime a un effet démultiplicateur en attribuant une zone de six ou douze milles marins autour de la moindre tête d'épingle sur la carte. Aux zones de pêche traditionnelles s'ajoutent de nos jours les possibilités d'exploitation des fonds marins, ce qui peut donner un poids réel à la question. A côté de la question : comment de tels litiges apparaissent-ils ? nous aurons aussi à réfléchir à la manière dont ils sont gérés, aux arguments qui les nourrissent, à la manière dont ils se résolvent. La question ultime étant : pourquoi de tels conflits émergent-ils dans un contexte donné ? Ces querelles de voisins, pour un rocher ou pour un pré inondable n'ont-elles pas une certaine fonction ?

Le dossier que nous proposons ici au lecteur regroupe dix études monographiques concernant des contentieux micro-territoriaux, sous les plumes de François Després, Joseph Krulic, Bernard Lory, Diane Masson, Petrit Nathanaili et Gueorgui Peev : Mali Zvornik, entre la Serbie et l'Empire ottoman ; l'île danubienne d'Ada Kale, enclave ottomane entre la Roumanie l'Autriche-Hongrie et la Serbie ; la redoute d'Arab Tabija, entre la Bulgarie et la Roumanie ; les prairies de Bregovo, entre la Bulgarie et la Serbie ; le monastère de Saint-Naum entre la Yougoslavie et l'Albanie ; la petite île de Sazan, entre l'Albanie et l'Italie ; le monastère Sveti Prohor Pčinjski entre la Serbie et la Macédoine ; l'île aux Serpents, entre la Roumanie et l'Ukraine ; la péninsule de Prevlaka entre la Croatie et le Monténégro ; la baie de Piran entre la Croatie et la Slovénie.

Les contentieux micro-territoriaux dans les Balkans, XIX^e-XXI^e siècles

Ce dossier n'est pas exhaustif. En remontant dans le temps, il aurait pu traiter de la thalassocratie vénitienne, qui entretenait, pour des raisons commerciales ou stratégiques, de minuscules enclaves sur l'île de Crète (Grabousa 1669-1691, Suda et Spinalonga 1669-1715) ou sur la côte épirote (Butrint, Parga, Vonitsa et Preveza) dont eurent à s'occuper ses héritiers français, puis britanniques, face aux convoitises d'Ali pacha de Janina. On trouve fréquemment mention, dans l'histoire serbe entre 1830 et 1862, de la forteresse de Soko, qu'occupait une garnison ottomane, dont les ruines sont pourtant de nos jours à peine discernables. Les Grandes Puissances eurent aussi des exigences micro-territoriales difficiles à expliquer : pourquoi l'Autriche-Hongrie exigea-t-elle au Traité de Berlin la baie de Spič/Spizza, avec les fortins de Haj et de Nehaj, si ce n'est pour "enquiquiner" le Monténégro ? On peut évoquer les très étranges "rectifications de frontières" concédées à l'Empire ottoman après sa victoire sur la Grèce en 1897, un festonnage montagnard dans le Pinde et l'Olympe n'obligeant le vaincu à céder aucun lieu habité. Le fort de Rupel, sur la frontière gréco-bulgare, au débouché du Strymon dans la plaine, occupa une place considérable dans les médias français au printemps de 1916 ; l'évacuation par l'armée

grecque de cette position réputée hautement stratégique apparaissait alors comme une trahison ouverte (en avril 1941, Rupel ne résista pas 48 heures au *Blitz* allemand). Le groupe d'îlots de Palagruža, en plein centre de l'Adriatique, n'est habité que par un gardien de phare et deux variétés de lézards endémiques rarissimes ; il figure dans toutes les tractations territoriales italo-yougoslaves entre 1915 et 1947 ; il appartient aujourd'hui à la Croatie et lui permet d'étendre considérablement ses eaux territoriales. Le cas du petit bourg de Hertza, tout au nord de la Moldavie roumaine, est particulièrement absurde : il se trouva rattaché à la Bukovine du Nord, et donc à l'URSS (aujourd'hui l'Ukraine), parce qu'en juin 1940 Molotov avait utilisé un gros crayon mal taillé... Plus proche de nous, le contentieux gréco-turc pour les rochers inhabités d'Imia/Kardak, au nord de Kos, aurait pu dégénérer en conflit armé, en janvier 1996. Enfin les journaux slovènes et croates déroulent comme un feuillet interminable les péripéties, parfois drolatiques, du bornage frontalier entre les deux pays. Au total, on peut dénombrer une vingtaine de contentieux micro-territoriaux dans les Balkans. Ils ne sont pas liés à un moment historique déterminé, puisque nous les voyons se succéder sur une période de deux siècles. Rappelons, et cela n'est pas inutile, que ce type de litiges n'est nullement une exclusivité balkanique : l'Espagne et le Maroc en ont donné un exemple caractérisé durant l'été 2002 !

Les dix cas présentés dans notre dossier montrent que les querelles portant sur de tout petits territoires ont toujours une préhistoire, mais qu'elles surgissent en général dans le sillage des grandes crises balkaniques (1821-1830, 1875-1878, 1912-1918, 1940-1945, 1991-1995). Après la phase d'affrontements violents, après la phase diplomatique, il y aurait, comme un combat d'arrière-garde, une phase de chicane micro-territoriale se prolongeant le plus souvent pendant une dizaine d'années (parfois davantage). Les grands arbitrages font toujours des mécontents (certains, comme le Traité de Berlin, ne firent même que des mécontents) et ceux-ci ne peuvent se résoudre à "tourner la page", à accepter la nouvelle situation de fait. Ils trouvent une faille dans le dispositif diplomatique : un oubli pur et simple (Ada Kale, Ile aux Serpents), une formulation imprécise (Saint-Naum, Sazan), une suggestion intempestive (l'idée d'un pont près d'Arab Tabija) et en tirent argument à contestation. Mais en fait, plus que des défauts inhérents au texte des traités, c'est la confrontation entre ces textes et la réalité concrète du terrain qui fait naître les contentieux micro-territoriaux. L'historiographie balkanique ne s'est pas privée de souligner les ignorances de la diplomatie occidentale, le manque de précision des cartes qu'elle utilisait, les conséquences funestes à l'échelle locale des décisions prises autour d'un tapis vert. Une belle chicane, utilisant tous les recours proposés par l'Occident lui-même (comme c'est le cas pour Saint-Naum) est une manière de prendre sa revanche sur un ordre international mal accepté. La guerre de procédure dans les chancelleries des capitales a ses retombées sur le terrain,

avec l'envoi de commissions internationales d'expertise. Ayons une pensée compatissante pour ces seules "victimes" des conflits micro-territoriaux : ces militaires ou juristes, transformés en arpenteurs, soumis aux pressions de propagandes mesquines et ergoteuses, envoyés dans d'obscures provinces arbitrer des querelles dignes de Clochemerle ! Ils sont amenés à constater *de visu* les contradictions engendrées à petite échelle par les grandes décisions internationales. Par mille tracasseries, les Etats balkaniques s'efforcent de soulager, à leurs dépens, l'immense frustration qu'ils ressentent.

Quels arguments peut-on utiliser dans ce genre de litige, à partir du moment où les aspects ethniques et économiques ne sont pas (ou peu) recevables et compte tenu que chaque Etat s'adresse autant à sa propre opinion publique qu'à son rival ? L'argument stratégique est très souvent mis en avant ; la possession par une puissance étrangère de tel rocher, hauteur, île, mettrait en danger la sécurité du territoire national (Arab Tabija, Sazan, Prevlaka). Le cas de l'Île aux Serpents est probablement le seul où cet argument soit véritablement convaincant, car ce micro-territoire a effectivement été utilisé à des fins militaires. La question de la baie de Piran présente un cas particulier, puisque c'est un espace maritime qui est investi d'une signification supérieure (donner accès aux eaux internationales). La valeur symbolique du lieu est soulignée, lorsque celui-ci comprend un monument religieux ou culturel. C'est très clairement le cas pour les monastères Sveti Prohor Pčinski et Sveti Naum/Shën Naum, où nous avons à faire à des symboles identitaires. Mais nous savons aussi qu'un symbole se crée et se cultive. Une certaine conception de l'espace national fait que toute enclave est perçue comme une anomalie, comme une verrue sur le pur visage de la patrie (Mali Zvornik, Sazan). Dans le cas de Sveti Prohor Pčinski, c'est une conception préalable de l'espace national (défini en termes d'hydrographie) qui est mise en avant ; dans celui de Prevlaka, c'est le droit historique, lequel reflète une configuration géopolitique abolie depuis longtemps, qui sert de référence. En dernier ressort, c'est une sorte d'obstination rancunière (le mot turc *inat* rend bien cette notion) qui seule permet d'expliquer la poursuite d'un litige absurde. Explication psychologisante douteuse ? Le cas des prairies de Bregovo récuse toute autre explication...

Mais les arguments produits lors de ces disputes micro-territoriales peuvent masquer la structure commune à la plupart des cas qui nous intéressent. Nous voyons des Etats neufs, émergeant sur la scène européenne, qui éprouvent le besoin de tester leurs relations avec leurs voisins au moyen d'un litige marginal ou symbolique. C'est le cas de la Serbie avec Mali Zvornik, de la Bulgarie avec Bregovo et Arab Tabija, de l'Albanie et de la Yougoslavie avec Saint-Naum, de la Slovénie avec la baie de Piran, du Monténégro avec Prevlaka, de la Macédoine avec Sveti Prohor Pčinski. Somme toute le nouveau pays prend ses marques avec ses voisins ; il les aiguillonne sur un dossier secondaire et observe leurs réactions ; il teste aussi son personnel diplomatique, ses alliés ou

protecteurs, son opinion publique. Nous formulons donc ici l'hypothèse que les conflits micro-territoriaux font partie de l'apprentissage de la souveraineté pour des pays récemment constitués. Un exercice diplomatique, de grandes manœuvres procédurières, destinés à préparer le pays aux conflits sérieux méso- ou macro-territoriaux.

Tous les conflits micro-territoriaux ne se plient pourtant pas à cette lecture. Ni la Grèce, ni la Turquie ne faisaient leurs débuts sur la scène internationale en 1996, au moment de la crise d'Imia/Kardak. L'état de l'opinion publique doit être pris en cause, chez les deux protagonistes. Certains litiges n'éclatent pas vraiment au grand jour, mais sont tenus en réserve, prêts à servir (Ada Kale, Sveti Prohor Pčinski). La gestion maladroite d'une question marginale peut aussi s'avérer contre-productive (Mali Zvornik). Les contentieux micro-territoriaux, bien souvent, ne se résolvent pas dans le cadre étroit de la négociation bilatérale qui leur est spécialement consacrée, mais dans le contexte plus vaste de la crise régionale suivante (Bregovo après la Guerre serbo-bulgare, Sazan après la Deuxième Guerre mondiale). Ils cessent alors d'être considérés pour eux-mêmes et rentrent dans un "paquet" diplomatique résolu en bloc. C'est ainsi qu'en même temps que Zadar, Rijeka, l'Istrie et la vallée de la Soča, les îlots inhabités de Palagruža furent incorporés à la Yougoslavie en 1947. Enfin, nous observons qu'une fois résolus, ils sombrent dans un oubli profond. N'ayant pas entraîné de conflits armés, ni chassé de populations de chez elles, ils ne nourrissent aucune mémoire vive. Les livres d'histoire les ignorent volontairement ou les relèguent dans les notes infra-paginales, comme si rétrospectivement ils faisaient un peu honte. Ce silence posthume n'est pas le moindre paradoxe des conflits micro-territoriaux...